



Saint Denis à l'heure des SIP 20 postes non pourvus

[Ce texte n'est pas un tract, il est mis en ligne pour information et aussi réflexion](#)

Une HMI a été tenue jeudi 20 septembre à Saint-Denis par l'ensemble des OS. Plus de 40 agents, quasiment l'intégralité des SIP, ont participé à la réunion.

Inutile de s'étendre sur la gravité de la situation; les agents sont exténués et à bout. Pour info, réception avec vigile et maître chien...

Concernant les réponses de la direction, dans un premier temps, elle aurait tenté de recruter des retraités, puis dans un second temps des collègues sur les autres résidences.

Nous avons appris enfin qu'elle a décidé d'envoyer des EDRA supplémentaires lesquels pourtant avaient été en août affectés ailleurs (Aubervilliers, Noisy...).

Cette solution dans l'urgence démontre davantage l'impuissance de la direction et le degré d'urgence que nous connaissons qu'elle n'apporte de réponse réelle.

Les personnels de Saint-Denis vivent très mal cette situation et ce d'autant plus qu'ils sont encore et toujours largement exclus de la réflexion et des décisions. Ils voient ainsi arriver des personnes qui s'installent sans autre forme de procès et se mettent à saisir...

De plus, Saint-Denis est la partie émergée d'une situation de crise qui concerne l'ensemble du département, et notamment les SIP; les agents en sont conscients et ne se leurrent pas par rapport à un dispositif qui enlève des renforts sur des sites qui en avaient eux-aussi besoin.

- Situation très dure aussi à Aulnay/Le Blanc-Mesnil, Noisy-le-Sec, Aubervilliers.
- Tensions au sein des équipes et avec les usagers en constante augmentation.
- Missions de plus en plus abandonnées (plus de CSP, plus de mises à jour.. ici ou là refus de délivrer des duplicata d'avis d'IR...)

De plus, ils refusent que la saisie des 2042 soit effectuée à l'emporte pièce; selon certaines informations c'est ce qui se passe en certains endroits où les difficultés lors de l'émission de la TH pourraient du coup être démultipliées. L'ensemble des OS s'est positionnée contre les réponses de la direction.

Sur le plan des actions :

La CGT a d'abord voulu replacer la situation dans le contexte et dans l'historique du site. Selon nous, il n'y a ni hasard, ni conjonction de causes éparses mais une évolution logique, hélas !

La situation était prévisible depuis des années comme en témoignent les multiples mises en garde et interventions des agents du site. Elle découle de la politique de l'emploi dans toutes ses composantes, (suppressions mais aussi transformations de C en B et de B en A), d'une vision totalement erronée des missions de service public (usager transformé en "client") et de la volonté avérée d'ignorer le territoire de la Seine-Saint-Denis;

Toute la gestion de cette direction doit être reconsidérée.

Cette situation reflète, en accentué et avec un effet de loupe, les difficultés de l'ensemble des services de la direction.

Elle est de plus, lourde de dangers potentiels pour le proche avenir puisque les réponses peuvent d'abord être :

- La remise en cause de règles de gestion nationales (la direction met ainsi en avant l'affectation selon elle préjudiciable à la résidence et la fin du délai de séjour de 3 ans);
- De nouvelles restructurations (des bruits persistants - comme par hasard - sur la fusion des 2 SIP de Saint-Denis);
- De nouvelles organisations de travail avec recours à des vacataires (comme cela est déjà le cas) pour la saisie, la réception, le traitement des chèques, les relances, de nouvelles « simplifications » etc ...etc...

Nous considérons donc que l'on ne peut pas aborder ce sujet en le limitant au site de Saint-Denis; la réponse est plus globale et doit être de fond.

Nous avons donc soumis au delà de la pétition le projet d'interpellation des élus, de la population et de la presse locale. Le projet de courrier aux élus a été soumis aux autres OS et transmis aux agents.

Nous avons accepté l'idée de FO d'un CTL "Saint-Denis" mais inscrit dans la perspective d'une action plus large et d'un mouvement qui doit nous amener à rencontrer la DG.

Pour l'heure, et après avoir commencé une série de rencontres avec les agents des SIP et CDI (Aulnay, Noisy-le-Sec, Aubervilliers) nous considérons que la situation exige une première mesure d'urgence et de salut; la fermeture des services au public de 1 à 2

journées par semaine, en concertation avec les élu-es, les agents, la direction et basée sur une réelle information des usagers.

Fermeture donc formalisée et inscrite dans la durée, tant que les moyens humains ne seront pas affectés.

Plus profondément, nous considérons qu'une action de fond doit enfin réunir les autorités les administrations et acteurs publics pour travailler à coordonner les services publics et/ou sociaux.

Ces propositions ont été retenues et notamment celle qui vise à la fermeture des services et à l'interpellation des usagers.

Nous demandons donc à chacun de s'emparer de ces propositions, partout, et d'en débattre avec ses collègues puisque c'est bien vers une action départementale que nous pensons devoir aller.